

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Etex France building Perform (ex SINIAT)

Montmorency Est
95570 - BOUFFEMONT

Références : ud95-2025-562
Code AIOT : 0006506776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement Etex France building Perform implanté MONTMORENCY EST 95091001 - 95570 Bouffémont. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi annuel courant de la carrière souterraine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etex France building Perform (ex SINIAT)
- MONTMORENCY EST 95091001 95570 Bouffémont
- Code AIOT : 0006506776
- Régime : Autorisation

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE a été autorisée le 27 juin 2001 à exploiter une carrière souterraine de gypse pour une durée de 30 ans. L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2023 a actualisé le classement de la carrière tel que :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

A : Autorisation, E : Enregistrement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures de vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-7	Demande d'action corrective	1 mois
5	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 3	Sans objet
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-18	Sans objet
4	Vibrations dues aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-7-2-I	Sans objet
6	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
7	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé deux non-conformités au cours de cette visite d'inspection dont une pour lesquelles des actions correctives ont déjà été engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 3					
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement des activités autorisées					
Prescription contrôlée :					
L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :					
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière 1.Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Exploitation d'une carrière souterraine de gypse d'une superficie de 472 ha 90 ca 19 a	350 000 m ³ /an soit 800 000 t/an
2515	1.a	E	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 a.La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant > 200 kW	Machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : broyeur/concasseur/cribleur	530 kW

A : Autorisation ; E : Enregistrement

Constats :

L'exploitant a commencé par présenter ses activités. La carrière de gypse située sous la butte de Montmorency est exploitée par deux sociétés : Placoplatre à l'Ouest et ETEX à l'Est. Une unique descenderie permet d'accéder aux zones des deux sociétés. Le gypse extrait par l'exploitant est principalement à destination de deux usines du groupe ETEX situées dans le Val d'Oise et dans l'Oise.

L'exploitant a indiqué avoir extrait une quantité totale de 196 000 t de gypse entre le début de l'année et fin août 2025. Les prévisions de quantité totale de gypse extraite pour l'année 2025 sont inférieures à 350 000 t, le volume extrait en 2025 sera donc bien inférieur au maximum de 350 000 m³ pour lesquels l'exploitant est autorisé.

La revue des activités de la carrière en lien avec les carrières ICPE a révélé qu'il n'y avait pas de changement par rapport au tableau de classement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-18
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté et repéré par rapport à la surface de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;- les zones en cours d'exploitation ;- les zones déjà exploitées non remises en état ;- les zones remises en état ;- les cotes de niveau des points principaux. Ce plan est remis à jour au moins une fois tous les 6 mois, au 30 juin et au 31 décembre de l'année N. L'exemplaire du 31 décembre est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment les volumes de vide restant à remblayer relevé par un géomètre, le volume annuel de gypse extrait, le volume annuel de remblai mis en place). Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant est adressé à l'inspection des installations classées et à la préfecture au plus tard au 1er octobre de l'année N et l'exemplaire accompagné de ses annexes au 1er mai de l'année N+1.
Constats : Lors du contrôle l'exploitant a indiqué que le plan de la carrière au 30 juin 2025 était prêt et qu'il allait être fourni sous peu à l'Inspection. Par courriel du 25/09/25, il a transmis ce plan. Celui-ci comporte bien les informations réglementairement obligatoires et notamment : <ul style="list-style-type: none">- les zones en cours d'exploitation ;- les zones déjà exploitées non remises en état ;- les zones remises en état. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-7
Thème(s) : Situation administrative, Conduite de l'exploitation souterraine
Prescription contrôlée : Lorsque la distance du front d'abattage se situe à moins de 500 m des habitations, des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois. Par ailleurs, un capteur fixe et permanent est placé en un point proposé par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées pour chaque zone exploitée à moins de 500 mètres des habitations. La proposition des points de mesures devra parvenir à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation dans les zones concernées. [...]
Constats : L'exploitant a fait placer par un expert indépendant (INERIS) deux capteurs de vibrations fixes dans deux habitations situées à moins de 500 m de la zone d'exploitation. L'exploitant a transmis par courriel du 3 octobre 2025 des documents prouvant que l'expert avait été nommé par le tribunal de Grande Instance de Pontoise. L'exploitant ne transmet pas systématiquement les résultats de mesures de vibrations à l'Inspection tous les trimestres. Ceci constitue une non-conformité. Cependant, à la date de rédaction de ce rapport, il a engagé les démarches pour pouvoir renseigner chaque trimestre ces résultats de mesures de vibrations sur l'application GIDAF. Non-conformité n°1 : L'exploitant ne transmet pas ses résultats de mesures de vibrations à l'Inspection dans les délais prescrits. Il lui est demandé de les transmettre sur l'application GIDAF tous les trimestres. Ces premières transmissions devront intervenir dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Vibrations dues aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-7-2-I
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation souterraine

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

[...]

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les 3 derniers rapports de mesures de vibrations (août, juillet et juin 2025) faits par l'INERIS pour les capteurs posés dans les deux habitations sus-mentionnées. Ceux-ci montrent que les seuils de déclenchement des appareils (0,2 mm/s) ne sont jamais dépassés. Or, ces seuils sont très inférieurs aux seuils maximaux autorisés : 5 mm/s par l'arrêté préfectoral du 27 juin 2001, eux-mêmes plus restrictifs que ceux prescrits par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières (10 mm/s).

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées et sédiments
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que la procédure d'acceptation préalable de déchets sur le site était celle de l'entreprise ECT qui s'occupe du remblayage de la carrière souterraine. Par courriel du 25 septembre 2025, l'exploitant a transmis la procédure de réception des matériaux dont la dernière version date du 25 avril 2023. Celle-ci décrit précisément tous les contrôles effectués (visuels et olfactifs notamment) au moment de la réception des déchets sur site. Néanmoins, <u>ce document ne correspond pas à la procédure d'acceptation préalable au sens strict</u>. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n°2 : L'exploitant n'a pas présenté sa procédure d'acceptation préalable. L'Inspection lui demande de lui transmettre cette procédure dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées et sédiments
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : L'exploitant a indiqué que des documents d'acceptation préalables (DAP) étaient nécessaires pour faire rentrer tout déchet sur l'installation. Ainsi, si un chauffeur amenant des déchets sur site ne dispose pas de DAP, son chargement est refusé. L'exploitant a précisé que pour la carrière de la butte de Montmorency, les chantiers de remblais alternaient entre les quartiers de Placoplatre et d'ETEX. Lors de l'inspection, le chantier de remblayage était situé dans les quartiers de la société ETEX, et ce, depuis juillet 2025. L'exploitant a indiqué qu'il inspectait les chantiers de remblayage au moins une fois par semaine. Par sondage, l'Inspection a demandé à voir les DAP de toutes les rentrées de déchets pour les journées des 15 et 16 septembre. Par courriel du 25 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents demandés. Ceux-ci sont tous conformes et renseignent bien les informations réglementairement obligatoires, notamment : le code et le tonnage des déchets apportés ainsi que l'origine des déchets et le nom et coordonnées du producteur du déchet. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne, pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par sondage, l'Inspection a demandé à voir le registre d'admission des déchets pour la semaine du 15 septembre 2025. L'exploitant a envoyé ce registre par courriel du 3 octobre 2025. Celui-ci contient bien toutes les informations demandées et notamment celles indiquées dans l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments telles la nature et la quantité de terres excavées et sédiments apportés en tonne ou en m ³ , le numéro de DAP correspondant, et les informations concernant le producteur initial et le transporteur de ces déchets. L'Inspection a ainsi pu constater que les informations de ce registre étaient cohérentes avec celles des DAP consultés (cf. point précédent).
La prescription contrôlée est respectée
Type de suites proposées : Sans suite